



**HAL**  
open science

## Où en est la sociologie ?

Christian de Montlibert

► **To cite this version:**

| Christian de Montlibert. Où en est la sociologie ?. 2012. hal-03195986

**HAL Id: hal-03195986**

**<https://hal.science/hal-03195986>**

Submitted on 12 Apr 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Où en est la sociologie ?

**Remise du doctorat Honoris Causa au professeur Christian de Montlibert ; Université de Crète , 2012.**

**Discours du récipiendaire**

**Monsieur le Recteur de l'université de Crète,**

**Mesdames et Messieurs les Professeurs,**

**Mesdames et Messieurs les Maitres de conférences,**

**Chers collègues,**

**Mes amis Madame Kaklamani, Monsieur Georgoulas, Monsieur Panayotopoulos,**

**Mesdames et Messieurs,**

Permettez- moi d'abord de vous remercier du grand honneur que vous me faites en m'attribuant le titre de docteur Honoris Causa de votre université. Et ceci dans la période pour le moins difficile que vous traversez actuellement. Ce faisant vous acceptez de me compter comme l'un des vôtres ce dont je ne suis pas peu fier. Croyez bien que dans le temps qui me reste, « le travail prend du temps et la vie est brève » je m'efforcerai d'œuvrer au mieux au développement de la connaissance sociologique et à sa diffusion par l'enseignement pour rester digne de figurer dans votre assemblée.

A travers moi vous honorez aussi les nombreux jeunes sociologues avec qui j'ai travaillé et les sociologues qui me précèdent, ceux dont la lecture est presque quotidienne, avec lesquels, par la pensée, je suis sans cesse en discussion. Ce qui nous relie toutes et tous c'est bien en effet une sorte de « libido sciendi » du monde qui nous entoure et, aussi, de nous- mêmes. Je crois que, en effet, nous sommes, toutes et tous, étonnés et fascinés par nos réactions souvent insoupçonnées et par celles des autres tellement imprévisibles. Je crois que nous attendons tous de la connaissance que nous nous efforçons de produire un peu de compréhension de ce chaos. Mais c'était déjà le cas de prédécesseurs illustres dont on ne peut pas, ici, ne pas évoquer la mémoire : je me contenterai de citer - comme dit le proverbe berbère « citer c'est faire revivre » - les explorateurs du monde qui ne furent pas seulement géographes mais aussi observateurs attentifs des coutumes et mœurs étrangers comme Hérodote et Ptolémée et les historiens comme Thucydide et même Xénophon (bien que pour celui-ci sa participation maintenant avérée à la chute de la démocratie et son adhésion à la dictature me fassent douter de son ouverture d'esprit). Mais pour reprendre un mythe qui vous est ici familier comment ne pas voir la proximité qui lie Ariane déroulant son fil pour que Thésée puisse se repérer dans le labyrinthe et la sociologie qui tente de dresser une carte du monde social pour qu'il apparaisse un peu moins abscons. En tout cas moins énigmatique que ce qu'on en raconte qui, comme l'écrivait Faulkner, après Shakespeare, est une histoire racontée par un idiot qui n'y comprend rien. Je m'efforcerai donc, ici, de montrer en quoi la sociologie peut essayer de clarifier cette histoire mais en sociologue je ne peux le faire qu'après avoir montré quelles sont les difficultés actuelles d'une telle ambition ou plus exactement les obstacles que rencontre la connaissance sociologique.

Je sais bien que, dans l'université européenne qui est engagée dans des transformations importantes, qui recherche et obtient des certifications internationales, qui n'hésite pas à jouer du benchmarking, qui pratique la concurrence et cherche sans cesse à améliorer son score dans les classements, dire que tout est fait pour que **la science sociale soit enrôlée au service du capital** risque de déplaire et même de passer pour iconoclaste. On pourra toujours ajouter que cela n'étonne pas des sociologues. Reste que ce serait se débarrasser un peu vite des problèmes.

Car il est bien vrai que les sciences sociales sont, aujourd'hui, enrôlées, comme Marx le disait, au XIXe siècle, des sciences mécaniques et chimiques. Les « réformes » de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche mises en place par les Etats européens, inspirées par un modèle étatsunien plus imaginé et reconstruit que réel d'ailleurs, mais déjà largement appliquées en Europe (comme elles le sont au Japon et en Amérique latine - ce qu'a montré un colloque tenu récemment à Paris ) s'inscrivent toutes dans une stratégie de « déréglementation » voulue par les chefs d'Etat et de gouvernement. Depuis le Conseil européen de 2000 les projets de transformation de l'Université, pour qu'elle serve l'« économie de la connaissance », se sont multipliés. Ces réformes sont toutes guidées par le mot sacré de « modernisation ». Cette « modernisation », si exigeante et tant souhaitée, est bien un des mots-clés de la rhétorique néo-libérale diffusée par l'OCDE, la Banque mondiale ou Wall Street qui exige que des réformes s'imposent comme un impératif rejetant dans l'archaïsme, le dépassé, tout ce qui s'y oppose. A ce titre l'Etat social, tel qu'il s'est développé, sous des formes différentes, dans les différents pays européens, avec les systèmes de sécurité sociale, de retraite des salariés, de financement des services publics, est au centre des critiques. Le droit du travail et les systèmes de sécurisation du salariat, à qui l'on reproche d'être trop « rigides », sont particulièrement visés au nom des avantages que procureraient une concurrence libre et non faussée. Cette modernisation réformatrice s'appuie sur une dimension idéologique définissant la modernité comme changement, mobilité, voire comme mouvement. En somme le mot de modernisation est aujourd'hui le vocable central des orientations libérales et, à ce titre, s'applique bien entendu à l'enseignement supérieur et à la recherche. Comme l'a dit un des apôtres de cette conception du monde : « dans un monde où tout peut s'acheter il faut que les universitaires sachent que le savoir est à vendre ». Schématiquement on peut dire que toutes les réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche sont structurées par une volonté de soumettre les universités à une gestion managériale, d'organiser les enseignements et la recherche pour tenir compte des besoins du monde économique, de concevoir l'étudiant comme un entrepreneur, et de transformer les conditions nécessaires à la production de la connaissance en mettant en avant l'utilisation du savoir par l'économie.

L'instrumentalisation de la science que cette « économie de la connaissance » appelle de ses vœux exige donc que les investissements soient rapidement transformés en découvertes qui profitent aux entreprises et engendrent une augmentation du PIB. La soumission de la recherche aux exigences des utilisateurs, quels qu'ils soient, ne peut qu'avoir des effets sur la liberté de choix des thématiques, sur les méthodes et sur la publication des résultats : une entreprise qui finance des recherches sur des produits contre l'endormissement, en espérant bien profiter de l'accroissement de la demande que créent les horaires atypiques et la flexibilité, pourrait-elle longtemps soutenir des recherches critiques sur les conséquences des transformations des conditions de travail ? Jusqu'où peut aller le soutien de sociétés agroalimentaires dans des programmes d'étude des maladies cardio-vasculaires ? Lentement les intérêts des chercheurs ne vont-ils pas s'ajuster aux intérêts des financeurs ? La professeure Sheldon Krinsky a bien montré que, aux USA, dans les laboratoires financés par la phyto-chimie, les recherches sur les plantes sauvages et sur les insectes se sont réduites à la portion congrue alors que les recherches sur les effets de tel ou tel produit se sont accrues sans qu'il y ait jamais eu d'injonctions des sociétés de chimie ; les chercheurs se sont ajustés à ce qu'ils supposaient être la demande de leur

mécène. Mais plus encore les sciences sociales qui développent un regard critique sur le monde social peuvent être invitées à plus de retenue ou être enrôlées au service des intérêts des puissants (entre les deux guerres, aux USA, ou existait un tel système, n'a-t-on pas pressé les sciences sociales d'étudier « les causes sociales de la sous-productivité », « les raisons des préjugés anticapitalistes » et les « caractéristiques psychologiques et psychiatriques des auteurs de troubles ») ? Faire, aujourd'hui, l'analyse des demandes des organismes commanditaires (à Paris ou à Bruxelles), montrerait qu'il en est toujours de même. Même les fondations suscitent des inquiétudes : il est évident que les entreprises ne financeront de telles fondations que si elles en retirent des avantages directs (découvertes ou amélioration de procédés ou de produits à même d'augmenter leurs profits) ou indirects (amélioration de leur prestige). La mise en place, en France, des pôles de compétitivité, ailleurs on dirait des *clusters* d'entreprises et de laboratoires universitaires, est une autre manière de réaliser cette nouvelle conception de l'enrôlement de la science : une ou plusieurs grandes entreprises en sont les pivots et devraient récupérer aussi bien les résultats des recherches que la manne versée par l'Etat. La recherche fondamentale comme la recherche appliquée (encore que cette distinction n'a pas grand sens) sont menacées par l'intrusion de critères étrangers à l'avancement de la science. Dans ces conditions la sociologie a toutes les chances de devenir une discipline ancillaire

Cette tentative de mettre les sciences sociales au service des dominants a d'autant plus de chances d'aboutir en sciences sociales que celles-ci ont, très tôt, été professionnalisées. Le champ des sciences sociales, en effet, était devenu très « hétéronome » avant même qu'il soit soumis aux réorganisations européennes. Cette hétéronomie exerce son efficace, en France par exemple, avec la mise en place d'une dépendance qui s'installe avec les appels d'offres lancés par les Ministères ; elle se renforce avec une professionnalisation marchande (bureaux d'études, cabinets de sondages, centres de formation etc...) qui soumet la sociologie aux exigences des clients ; elle est multipliée, partout en Europe, par les stratégies des agents dominants la presse et la télévision qui n'entendent pas que les sociologues revendiquent le monopole de la vérité du monde social ; elle s'insinue dans les manières de penser lorsque la sociologie se laisse aller, le plus souvent de manière peu consciente, aux aléas et impératifs des modes intellectuelles... Les pressions, dépendances, soumissions, compromis, connivences et parfois compromissions sont sources de multiples conflits qu'utilise largement la bureaucratie d'Etat pour renforcer son pouvoir ce qui, par rétroaction, limite un peu plus la marge de manœuvre des sociologues. Enfin la sociologie, comme d'autres pratiques intellectuelles, est un enjeu de rapports de forces internationaux (la sociologie nord-américaine s'est développée, on le sait, dans le sillage du plan Marshall). C'est dire que l'analyse de la construction et du fonctionnement du champ des sciences sociales implique de tenir compte, plus que dans d'autres champs scientifiques, de « sources » externes (la politique, les médias, les organisations d'employeurs, les administrations d'Etat...) à même de le structurer.

On pourrait multiplier les exemples, tous montrent que, quel que soit le degré de liberté laissé aux chercheurs dans la reformulation « scientifique » des problématiques, les catégories politico idéologiques s'insinuent dans la formulation des thématiques de recherche et y imposent de plus en plus des points de vue normatifs. Les centres de recherche en sont forcément influencés puisque, dans le cadre de la contractualisation des universités, ils ne peuvent obtenir des financements qu'autant que les thèmes proposés « entrent » dans les préoccupations des « experts » chargés de l'examen des dossiers. Les jeunes chercheurs qui, explicitement parfois mais surtout implicitement, choisiront tel sujet de mémoire ou de thèse en fonction du rendement ultérieur qu'ils en attendent, ne peuvent définir leur problématique qu'à partir de ces thématiques dominantes. De fait ces idées finissent par former un « sens commun » savant qui, Max Weber le disait déjà, est sans doute l'obstacle principal à la connaissance sociologique. Ces idées sont intériorisées et forment le socle des catégories de pensée

des chercheurs en sciences sociales qui ne peuvent s'en dépendre qu'avec, comme le souhaitait Pierre Bourdieu, un effort de réflexivité, toujours difficile à mettre en oeuvre. Dire cela c'est admettre, en effet, que la science, et en particulier la science sociologique, ne va pas de soi. La sociologie suppose un autre regard sur le monde que le regard habituel. Dans tous les cas, le raisonnement sociologique ambitionne de s'extraire d'une pensée qui fonctionne par agrégation de détails dans une image unique. Il cherche même à comprendre cette pensée d'agglomérat qui, n'ignorant pas les relations de causalité (bien au contraire, de la pensée mythique à l'idéologie en passant par leurs concrétions dans le sens commun, on affirme sans cesse des relations de cause à effet) en vient à confondre, parce qu'elle subordonne l'analyse à l'intentionnalité, la coexistence ou la consécutive avec la détermination. Mais surtout le raisonnement sociologique s'astreint à décomposer les éléments assemblés dans cette pensée globalisante, manière commune de voir le monde qui part le plus souvent de l'immédiat, du présent, ou de l'appréhension d'un avenir, pour en rechercher les causes intentionnelles.

Reste que ces constatations ne doivent en rien entraîner un pessimisme absolu car **la connaissance ne naît pas dans le ciel des idées pures mais bien dans la complexité des rapports sociaux** ; la sociologie a compris très tôt que si la production de la science dépendait de l'organisation sociale elle dépendait aussi des manières de voir, de penser, de faire des chercheurs qui en font leur pratique. Dans le cas de la sociologie, on l'aura compris, les pressions externes ne jouent un rôle qu'autant que les compétences, les intérêts, les ressources disponibles des chercheurs ne viennent pas les limiter, les détourner, les retourner même. Dire cela permet d'affirmer qu'il est possible, comme le souhaitait Pierre Bourdieu, de renforcer l'autonomie du champ de la sociologie en consolidant l'existence d'un corps commun de théories et de méthodes, en créant des instances de régulation, en formant de manière sans cesse plus rationnelle les futurs sociologues. Penser que la production de la pensée dépende à la fois des déterminations cristallisées dans des contraintes et des déterminations intériorisées par les chercheurs permet d'échapper au pessimisme démoralisateur qui pourrait se dégager du tableau un peu noir de la situation des sciences sociales que j'ai brossé jusqu'alors, puisque, s'il n'est guère possible d'agir sur les contraintes, il est possible d'intervenir pour modifier les manières de penser et de faire des chercheurs.

En un siècle, en luttant contre toutes les formes de dépendance, en multipliant les objets étudiés, les sciences sociales ont, et parfois très difficilement, considérablement développé leurs modes de connaissance. Une discipline s'est constituée avec son savoir, ses lois, son niveau de développement aussi important que dans bien d'autres disciplines dites scientifiques. Une discipline capable d'analyser aussi bien les situations où la reproduction sociale se déroule comme allant de soi que les situations de crise sociale où les pratiques, les normes, les codes et même le langage sont désaccordés d'avec les contraintes structurelles, où les temporalités sont disjointes quand ce n'est discordantes, où, et c'est peut-être l'essentiel, les mots pour le dire font défaut, montrant, en creux en quelque sorte, l'importance des structures symboliques. Mieux une véritable **cumulativité** s'est développée comme en n'importe quelle autre discipline scientifique. Les sociologues ont su inventer des moyens pour produire une intelligibilité contrôlable – l'épreuve de la preuve est en effet centrale- devant obliger « à mettre en œuvre à chaque moment tous les instruments de connaissance disponibles et tous les moyens de vérification qui ont été accumulés au cours de l'histoire » de la discipline. Cet adossement, (on pourrait parler d'encordement) au savoir formalisé antérieur, se constitue d'appels aux travaux déjà réalisés, lors de la mobilisation de notions et concepts qui font partie de l'univers cognitif et de l'habitus scientifique du sociologue, et conduit- comme le remarquait déjà Maurice Halbwachs qui enseigna à Strasbourg quelques années avant moi -à ce que le savant, toujours en confrontation avec

l'ensemble de ses collègues présents et passés, ne soit jamais seul. Cette cumulativité qui résulte souvent d'une confrontation de points de vue particuliers, peut aussi résulter d'une accumulation de découvertes soumises au travail de « rectification critique » comme le disait le philosophe des sciences Jean Cavailles; elle dépend encore, comme d'ailleurs dans n'importe quelle science, des luttes qui opposent les sociologues les uns aux autres et conduisent à construire d'autres systèmes de vérification pour prouver la validité de nouvelles hypothèses ; elle peut enfin produire des théories plus puissantes qui, bénéficiant souvent d'instruments d'analyse plus développés, englobent des théories antérieures jusqu'alors séparées. Elle repose en partie sur les instruments disponibles (questionnaire, techniques de traitement des données, manières de conduire des entretiens) qui ne sont qu'un savoir social matérialisé ou une cumulativité objectivée. En sociologie, comme ailleurs, l'instrument, condense dans une pratique codifiée, (rapidement utilisable, caractérisée par une sensibilité aux variations des informations, une fidélité dans la durée et surtout une validité pour objectiver tel ou tel fait), un savoir qui, en son temps, a exigé, pour se constituer, du temps de nombreux savants.

Et ici je ne puis que penser à mes collègues Madame Kaklamani, Messieurs Georgoulas et Panayotopoulos. D'eux, je dirai que je sais leur passion pour le savoir. Je connais le soin constant que madame Kaklamani met à vérifier la qualité des sources et le souci de la précision qui l'anime. Je connais aussi le travail de monsieur Georgoulas qui, outre les traductions commentées d'œuvres d'Emile Durkheim – et rien n'est plus important que la traduction pour la circulation internationale des idées - a publié des réflexions sur les œuvres de divers sociologues. De monsieur Panayotopoulos, auquel je suis reconnaissant de son discours qui m'a touché, je connais bien la passion de savoir dont l'investissement intense dans la sociologie, avec la revue trilingue « Sciences Sociales » qu'il vient de publier, est un témoignage en actes ; je connais aussi ses contributions à la sociologie de l'éducation ou encore ses travaux sur les manières dont la crise économique et symbolique est vécue. Je devrais ajouter la découverte qu'il a faite en montrant que les établissements universitaires de l'étranger peuvent fonctionner comme s'ils étaient les grandes écoles d'un petit pays. Nikos Panayotopoulos a initié, là, la possibilité d'une sociologie de la domination symbolique internationale qui s'appuie sur des enquêtes minutieuses.

**Reste donc aux sociologues à « prendre, résolument, le parti de la science ».** Prendre le parti de la science sociologique, c'est appliquer une philosophie de la connaissance rationaliste au monde social. La sociologie ne peut donc, sans se perdre, se laisser dissoudre ni dans les commentaires plus ou moins cultivés sur l'actualité du monde social, ni dans des élaborations abstraites les plus éloignées « de tout commerce avec les faits sociaux ». L'usage méthodique de la raison et de l'observation empirique du monde social conduit à une défiance continue à l'égard de la pensée ordinaire et de ses illusions de compréhension qui ne peut que se soutenir d'un effort ininterrompu - tellement les catégories de la pensée ordinaire sont aussi celles du sociologue - de déconstruction et de reconstruction analytique pour extraire de l'enchevêtrement de la réalité «les causes internes et les forces impersonnelles cachées qui meuvent les individus et les collectivités ». Mais dire cela c'est se situer dans une continuité. Reprendre cette phrase de Durkheim c'est en effet accepter l'héritage d'un homme qui, lui-même, acceptait, en partie, la pensée de Marx en disant dans un article intitulé «*la conception matérialiste de l'histoire* » : « nous croyons féconde cette idée que la vie sociale doit s'expliquer non par la conception que s'en font ceux qui y participent mais par des causes profondes qui échappent à la conscience et nous pensons aussi que les causes doivent être recherchées principalement dans la manière dont sont groupés les individus associés ». Faut-il souligner qu'expliquer causalement le déroulement et les effets de l'activité sociale - c'est-à-dire construire de

simples hypothèses d'imputation et les tester - était aussi l'objectif de Max Weber. Appliquer une philosophie de la connaissance rationaliste au monde social, c'est encore objectiver - soit, déjà, nommer l'implicite, le caché mis au jour - ; c'est disjoindre parfois ce que l'idéologie devenue sens commun a joint; c'est aussi mettre en relation des dimensions habituellement cloisonnées par le morcellement concurrentiel des marchés et par les logiques bureaucratiques des administrations d'État. Mais ces « opérations de déconstruction » ne peuvent atteindre leur but qu'autant qu'elles sont soutenues d'un refus du théoricisme. Manier le concept pour le concept permet en effet d'éviter de rendre raison de ce qui est, c'est-à-dire d'éviter de postuler que rien n'est sans raison d'être sociale.

Appliquer cette philosophie de la connaissance conduit à s'opposer à tous ceux qui ont pris le parti de la dérision de la raison que ce soit en niant catégoriquement tout déterminisme et en s'en remettant à l'arbitraire ou à la contingence, ou que ce soit, plus subtilement, dans une attitude qui se veut post-moderne, en déplaçant l'analyse d'une vérité, qui est toujours une enjeu de luttes certes, vers des vérités, toujours partielles et relatives. Appliquer à la science sociologique la philosophie rationaliste de la connaissance, c'est aussi s'efforcer de rendre raison de toutes les raisons qui conduisent à refuser le raisonnement sociologique. C'est ce savoir critique qui, dans toutes les situations de crise où le champ du pouvoir est soumis à des réorganisations importantes qui menacent les équilibres traditionnels, suscite des tentatives de contrôle ou des stratégies d'élimination, tant les dominants sont prêts à écarter tout ce qui leur semble faire obstacle à la pérennité de la légitimation de leur domination. La reconstruction qu'opère la sociologie déplaît toujours aux dominants du monde, comme à ceux qui ne rêvent que de le dominer, dans la mesure où ils ont tout intérêt à cacher, non seulement aux yeux des autres mais aussi à leurs propres yeux, les processus qui fondent leur pouvoir. Si, comme le disait Pierre Bourdieu, « la connaissance exerce par soi un effet libérateur toutes les fois que les mécanismes dont elle établit les lois de fonctionnement doivent une part de leur efficacité à la méconnaissance », on comprend que porter au jour l'arbitraire social, surtout celui qui est masqué par les légitimations des institutions dominantes, suscite toujours des réactions vives. En ce sens la sociologie - en montrant que tout phénomène social est à la fois un arbitraire construit par des rapports sociaux antérieurs oubliés et une réalité puisque cet arbitraire est devenu l'enjeu de pratiques, conflictuelles ou consensuelles, des groupes sociaux - opère comme un analyseur des refoulements. Dans la mesure où ce savoir contribue à délégitimer toutes les croyances, tout laisse penser que le dérangement qu'il engendre suscite une levée des résistances et un renforcement des mécanismes de défense, au point, de devenir un objet de méfiance quand ce n'est de haine - il suffit de penser à la mort, au camp de Buchenwald, de ce grand sociologue que fut Maurice Halbwachs, arrêté par les milices fascistes en 1944, sous la dictature de Pétain, pour le voir - ou, au contraire, entraîne une volonté d'isoler la sociologie et de l'enfermer dans un enclos d'indifférence qui finit par rendre ses analyses invisibles. On comprend qu'une sociologie, n'ayant de cesse de rendre compte rationnellement des phénomènes sociaux, dérange fortement les « magiciens » et les « prophètes » spécialistes de la prédication sociale qui préfèrent expliquer le monde par une valeur suprême. La magie, chassée du monde naturel par la science, est, en effet, toujours présente dans le monde social. Elle dérange aussi tous ceux qui pensent que l'on peut modifier le monde à son gré, comme elle dérange les « experts » qui affirment savoir comment le modifier. Mais la sociologie dérange surtout tous ceux qui, pour maintenir les inégalités et les injustices dont ils profitent, voudraient que le monde reste comme il est. C'est dire que l'analyse sociologique des pratiques sociales et des manières de voir et de penser conduit à déstructurer la naturalisation ou la substantialisation qui est au cœur des jugements de valeur et à ouvrir des perspectives que la fatalisation du monde avait refermé. En somme parce que les régressions sociales, surtout dans les périodes de crise sociale s'accompagnent toujours d'une régression de la pensée critique à laquelle travaillent les pouvoirs et les partis liés au

conservatisme, une sociologie inspirée par une philosophie rationaliste de la connaissance lutte contre le reflux de la culture.

Mais j'ajouterais que d'autres savoirs cherchent aussi à rendre le sujet maître de son histoire. Comment, ici, ne pas penser à la création littéraire, et ici à Kazantzakis, qui, elle aussi, appréhende le sujet dans le monde, et surtout comment ne pas penser à la poésie : Rítsos et Seféris, pour n'en citer que deux. Comment ne pas entendre, ici, à quelques miles du Moyen Orient où les conflits actuels peuvent à tout moment se transformer en guerre, le cri de Seféris contre la violence :

« *Tant de corps jetés*

*Dans les mâchoires de la mer, dans les mâchoires de la*

*Terre ;*

*Tant d'âmes*

*Livrées aux meules comme du blé. »*

*Poèmes, Mercure de France, 1963*

Quand on a vu la guerre et qu'on ne croit plus aux dieux, il reste, comme le dit encore Rítsos, à

« *Croire que notre première liberté n'est pas notre solitude*

*Mais notre fraternité... »*

*La maison morte et autres poèmes, éditions La Découverte, 1987*

Christian de Montlibert 24/10/2012